

L'observatoire

de l'économie du Pays de Brest

#116

La lettre des observatoires de l'ADEUPa - avril 2013

DÉFINITION DE L'OBSERVATOIRE

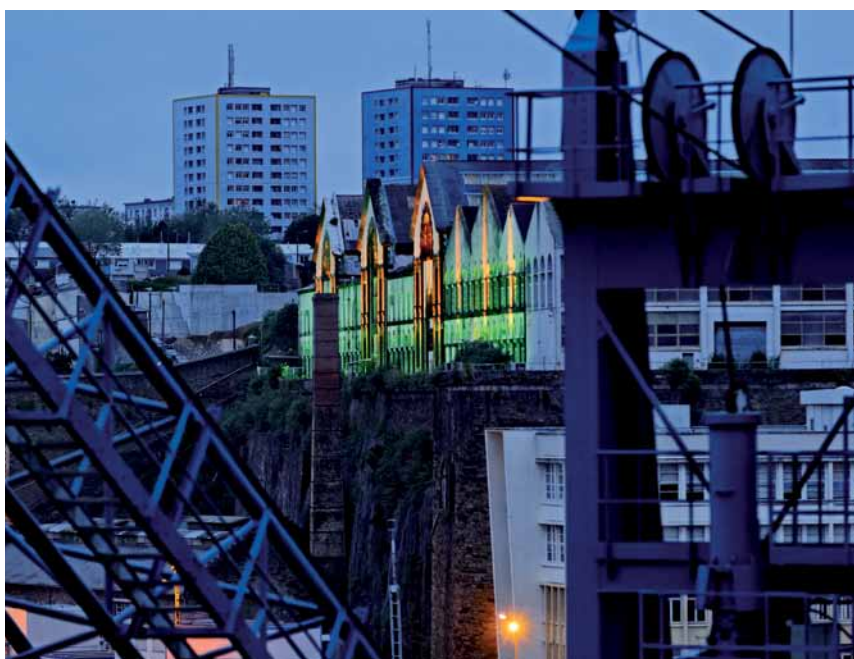
Créé en 1984, l'observatoire de l'économie, anciennement « tableau de bord de l'économie brestoise », joue un rôle de veille conjoncturelle à l'échelle du Pays de Brest. Il représente une analyse des activités économiques des entreprises, de la consommation des ménages et du marché du travail. Depuis 2006, il est complété par une enquête de conjoncture, réalisée en collaboration avec la CCI de Brest, auprès des entreprises.

L'ADEUPa collecte les informations auprès de différents partenaires; des échanges réguliers permettent par ailleurs d'enrichir les analyses.



Credit photo: Frank Bétermin

PARTENAIRES: POLE EMPLOI, BANQUE DE FRANCE, CHAMBRE D'AGRICULTURE DU FINISTÈRE, CCI DE BRETAGNE, CCI DE BREST, CMA 29, BMO, DIRECTION RÉGIONALE DE L'ÉQUIPEMENT DE BRETAGNE, DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, INSEE BRETAGNE, DIRECTION DES SERVICES FISCAUX, SOUS-PREFECTURE, TRÉSORERIE GÉNÉRALE, TRIBUNAL DE COMMERCE DE BREST, UBO, URSSAF DU FINISTÈRE, MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DU PAYS DE BREST



Credit photo: Jean-Yves Guillaume

2^e semestre 2012 : crise de confiance

Dans un paysage économique toujours altéré au niveau européen et français, la Bretagne a dû faire face à un ralentissement économique et à un climat des affaires dégradé en 2012.

Dans le Pays de Brest, l'activité s'est repliée également. Le secteur du bâtiment et des travaux publics est particulièrement pénalisé par le moindre investissement des ménages et des acteurs socio-économiques. Cette situation se traduit par des suppressions d'emplois salariés, une chute de l'emploi intérimaire, un recours par certaines entreprises au dispositif de chômage partiel et par un nombre important de dépôts de bilan. Au niveau de l'activité industrielle, l'érosion des effectifs est modérée en 2012. Le secteur cristallise toutefois les attentions du fait des difficultés de l'industrie agroalimentaire. Dans le tertiaire, certaines activités semblent également fragilisées, telles que

la promotion immobilière, le transport et la logistique, ainsi que les activités scientifiques et techniques.

Sur le marché du travail, la barre des 18 000 demandeurs d'emplois de catégorie A est proche. La progression annuelle du nombre de chômeurs atteint 13 % dans le Pays de Brest, soit une hausse supérieure au niveau national (+10 %). Les seniors et les hommes ont subi les plus fortes progressions de chômage en 2012. La durée moyenne de recherche d'emploi s'établit désormais à 9 mois, toutes classes d'âges confondues.

Dans ce contexte de dégradation du marché du travail, la situation des ménages du Pays de Brest s'est détériorée ce semestre. Si leur niveau de trésorerie se maintient, c'est au prix d'une réduction de la consommation et de l'investissement. L'avenir incertain pousse les ménages à épargner davantage pour prévenir des périodes encore plus difficiles.

Un secteur du bâtiment en difficulté

Au cours de l'ensemble des trimestres de l'année 2012, le chiffre d'affaires des entreprises du Pays de Brest recule par rapport à l'année précédente. Alors que les exportations étaient en repli fin 2011 et au 1^{er} semestre 2012, le 2^e semestre est marqué par un rebond des échanges grâce au dynamisme des entreprises industrielles.

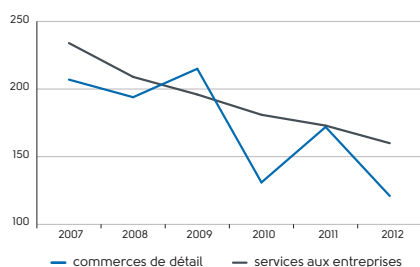
Trafic aérien : pour la première fois, 1 million de passagers

En enregistrant sur le 2nd semestre 4,6 % de passagers de plus que sur la même période de l'année précédente, l'aéroport Brest Bretagne progresse de 8 % sur l'année et dépasse la barre symbolique du million de passagers. Le léger retrait enregistré sur Paris (-1 %), qui représente encore plus de la moitié du trafic, est plus que compensé par la poussée des liaisons régionales (63 000 passagers supplémentaires). Les lignes régulières sur l'Europe connaissent des résultats plus contrastés : si les liaisons avec l'Angleterre sont en net recul (-30 %), à l'inverse, la ligne mise en place fin mars sur Barcelone connaît un franc succès (12 497 passagers sur 9 mois). Les lignes charters enfin, avec 95 553 passagers transportés en 2012, représentent près de 9 % du trafic total (+16,7 % en un an).

La création d'entreprises marque le pas

Hors auto-entrepreneurs, 726 nouvelles entreprises ont été créées en 2012 dans le Pays de Brest, soit un nouveau recul de 10 % en un an et de 18 % au 2nd semestre. Les créations d'entreprises sont notamment moins nombreuses dans les secteurs traditionnellement dynamiques, le commerce de détail et les services aux entreprises.

Créations d'entreprises dans le Pays de Brest dans les secteurs du commerce de détail et des services aux entreprises



Source : CCI Brest, CMA29, données hors auto-entrepreneurs

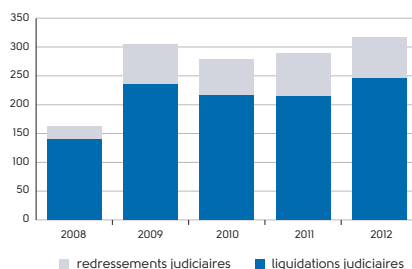


Credit photo : ADEUPa

Stabilisation des défaillances d'entreprises au second semestre

En 2012, le nombre de défaillances d'entreprises atteint un niveau record, avec près de 320 redressements et liquidations judiciaires prononcés dans le Pays de Brest. Le bilan s'avère plus lourd encore qu'en 2009, année marquée par les conséquences de la crise financière mondiale de 2008. L'accélération des défaillances par rapport à 2011 (+10 %) est observée au cours du 1^{er} semestre 2012, tandis que la stabilité est de mise dans la seconde partie de l'année. Le bâtiment reste un des secteurs les plus fragilisés par la baisse de l'activité. En nombre d'emplois concernés par les procédures collectives, la filière agroalimentaire est en 1^{er} ligne dans le Finistère avec notamment les dossiers Doux (Châteaulin) et Gad (Lampaul-Guimiliau).

Redressements et liquidations judiciaires prononcés au Greffe du Tribunal de Commerce de Brest



Source : Greffe du Tribunal de Commerce

CONJONCTURE MONDIALE ET NATIONALE :

REPLI DE LA ZONE EURO

Alors que les économies émergentes ont enregistré un gain d'activité en fin d'année, les économies avancées n'en ont pas bénéficié selon l'INSEE.

En France, la consommation a résisté, mais l'investissement et les exportations ont reculé. L'emploi marchand s'est replié au 4^e trimestre 2012 (-45 000). La progression de l'activité dans la zone euro serait faible au 1^{er} semestre 2013 (+0,1 % par trimestre).

En France, l'activité devrait être atone (0 % au 1^{er} trimestre et +0,1 % au 2^e), avec un recul de la production manufacturière et de l'activité de construction. Compte-tenu de la faiblesse de l'activité, la situation sur le marché du travail continuerait de se détériorer. Le taux de chômage atteindrait 11 % mi-2013.

Analyse sectorielle

Industrie : menaces sur l'emploi

Selon la Banque de France, le chiffre d'affaires des industries bretonnes s'inscrit en légère baisse en 2012 (-0,5 %) ; ces résultats sont principalement imputables au recul de l'activité automobile. Les effectifs et le niveau d'investissement se sont contractés. En 2013, les professionnels attendent une timide reprise de l'activité. Mais, les nombreuses restructurations à l'œuvre dans la filière agroalimentaire représentent une menace pour l'emploi breton. Les difficultés de certains grands groupes, tels le groupe Doux mis en liquidation en juillet 2012 pour son pôle frais ou Gad placé en redressement judiciaire en février 2013, auront d'importantes répercussions.

Dans le Pays de Brest, l'emploi intérimaire a reculé de 3 % en un an. L'emploi salarié tend à fléchir dans le secteur de l'agroalimentaire et de la fabrication des équipements électriques. Par ailleurs, des difficultés subsistent pour l'industrie électronique.

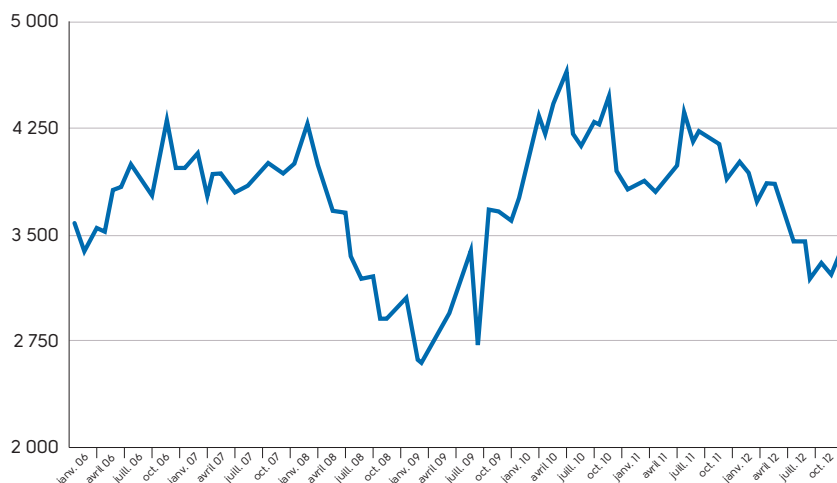
Redémarrage de la réparation navale civile

Après avoir repris fin mars les activités de la Sobrena, Damen Shipyards Brest (DSB) a renoué les contacts avec les clients du chantier brestois, tout en prospectant de nouveaux clients potentiels, notamment vers l'offshore. Dans un contexte difficile pour l'industrie du transport maritime, la réparation navale aura reçu d'avril à décembre, 22 navires dans ses formes de radoub et 19 navires à quai, soit un total de 41 navires, contre 46 en 2011.

Maintien de l'activité du port de commerce de Brest, au-dessus de 3 Mt

Avec 1,581 Mt traitées sur le second semestre, le trafic du port de commerce de Brest progresse par rapport à la même période de 2011 (+ 3,7 %). Ce bon résultat a permis au port de corriger la baisse de tonnage enregistrée sur le 1er semestre (- 6 %) et de conserver un niveau de trafic sur l'année au-dessus de la barre des 3 Mt (- 1 % par rapport à 2011). Ce rattrapage a été rendu possible notamment grâce à l'arrivage de 51 400 t de ballasts pour voies ferrées (dont 45 000 t sur le seul second semestre). Le niveau record atteint par les matières premières agricoles (1,12 Mt) a également contribué à ce résultat. À l'inverse, les marchandises diverses (- 8 %) ont été pénalisées par les difficultés de la filière avicole. Dans ce contexte, les mouvements de conteneurs ont également chuté de 11 %.

Évolution mensuelle de l'emploi intérimaire (CVS*)



Source : Pôle emploi *CVS : corrigées des variations saisonnières

Bâtiment et travaux publics : un secteur exposé

En Bretagne, d'après l'enquête réalisée par la Banque de France, le chiffre d'affaires du secteur a progressé de 1,4 %. Ce maintien du niveau d'activité s'est néanmoins accompagné d'une érosion des effectifs et d'un recul des dépenses d'investissement. Les perspectives 2013 ne sont pas favorables.

Dans le Pays de Brest, les indicateurs sont dans l'ensemble mal orientés : recours au chômage partiel dans les entreprises de travaux de construction spécialisés, chute de l'intérim de 35 % en un an, baisse de l'emploi salarié. Ces résultats sont la conséquence notamment de la baisse des mises en chantier de logements depuis la crise financière de 2008 et du recul des investissements des entreprises et du secteur public dans un contexte d'incertitudes et de raréfaction des ressources.

Services : des situations contrastées

En Bretagne, les services marchands représentent le seul secteur orienté favorablement en 2012, grâce notamment au dynamisme des activités informatiques. Le rythme de croissance de l'activité, de l'emploi et des investissements est toutefois moindre que l'année précédente. En 2013, l'activité devrait s'accroître, mais de manière plus modérée.

Dans le Pays de Brest, l'emploi intérimaire s'est replié de 7 % en un an, principalement dans les secteurs du transport/logistique et des activités scientifiques et techniques. Les activités immobilières et l'aide à domicile ont supprimé des emplois salariés.

À l'inverse, les services opérationnels tels que le gardiennage et le nettoyage continuent à être des secteurs pourvoyeurs d'emplois. Enfin, du côté des commerces de détail, l'attentisme semble de mise dans un contexte de dégradation du marché du travail et de baisse du pouvoir d'achat des ménages.

Nouvelle chute de l'emploi intérimaire

Fin 2012, 3 350 intérimaires travaillaient dans le Pays de Brest. Malgré une orientation positive en toute fin d'année, leur nombre a chuté de 14 % en un an, contre un recul de 7,4 % à l'échelle régionale. La baisse incombe essentiellement au secteur de la construction (-430 intérimaires en 2012). Dans le secteur industriel, un léger fléchissement est constaté par rapport à l'année précédente et s'explique par un moindre recours à l'intérim des entreprises de la construction et réparation navale. Enfin, au niveau des activités tertiaires, l'emploi intérimaire se replie principalement dans le secteur du transport et de l'entreposage.

Repli du chômage partiel

Le dispositif de chômage partiel permet de maintenir les salariés dans l'entreprise en dépit d'une baisse d'activité ponctuelle, qui peut notamment être imputable à la conjoncture économique. En 2012, le nombre d'entreprises ayant eu recours au dispositif et le volume d'heures effectives de chômage partiel ont diminué par rapport à 2011 (-8 %). Les activités principalement concernées sont la fabrication de produits électroniques, les travaux de construction, l'aide à domicile et les activités informatiques.

Maintien du niveau d'investissement

Crédit photo : Bruno Chaisne



Plus de 71 000 m² de locaux destinés à l'accueil d'activités économiques ont été autorisés dans le Pays de Brest au 2^e semestre 2012. La répartition des surfaces se fait en faveur du secteur public (plus du tiers des m² autorisés), avec notamment des projets conséquents dans le domaine de la culture, des loisirs et de l'enseignement (médiathèque des Capucins à Brest, extension de l'institut universitaire européen de la mer à Plouzané, piscine à Lesneven...). Les bureaux représentent le quart des surfaces autorisées.

En évolution annuelle, le marché de la construction d'immobilier d'entreprises est relativement stable par rapport à l'année précédente. Les secteurs du commerce et de l'artisanat enregistrent néanmoins un repli significatif des projets.

Surface de locaux autorisés au 2^e semestre 2012



- Service public : 35 %
- Industrie, artisanat : 9 %
- Commerces, hôtellerie : 16 %
- Entrepôts : 16 %
- Bureaux : 24 %

Source : DREAL – Sit@del2

Principales opérations autorisées au 2^e semestre 2012

Demandeur	Lieu des travaux	Destination	Surface de plancher autorisée
Ville de Brest	Rue du Carpon - Brest	Culture/loisirs	5 251 m ²
Brest métropole aménagement	Technopôle Brest-Iroise Plouzané	Enseignement	4 422 m ²
SARL ATI	Kerlaurent - Guipavas	Bureaux/stockage	3 714 m ²
BODEGAM	ZAC St Thudon - Guipavas	Bureaux/stockage	3 548 m ²
Pierre Promotion Bretagne sud	Bd de l'Europe - Brest	Bureaux	3 440 m ²
SASU Daniel Menguy	Zone de l'Hippodrome - Lesneven	Culture/loisirs	2 580 m ²

Source : DREAL – SIT@DEL2



Crédit photo : ADÉUPa

ÉCONOMIE BRETONNE

Les pertes d'emplois marchands s'accroissent

Selon la Banque de France, l'activité régionale a globalement ralenti en 2012. Ce sont les services marchands qui ont connu les meilleurs résultats. L'industrie a été marquée par les difficultés du secteur automobile ; le secteur du BTP a mieux résisté que prévu, mais les effectifs se sont contractés.

Le repli de l'emploi salarié dans les secteurs marchands s'est accentué selon l'INSEE. En un an, la baisse de l'emploi est deux fois plus forte en Bretagne (-0,8 %) qu'en France métropolitaine (-0,4 %).

marché du travail

DEMANDEURS D'EMPLOI

Un niveau élevé du chômage

Au 31 décembre 2012, le Pays de Brest compte 17 849 demandeurs d'emploi de catégorie A¹, soit une progression annuelle de +13 %. Corrigée des variations saisonnières, l'augmentation des demandeurs d'emploi s'est particulièrement durcie en cette 2^e partie d'année, à l'exception d'une accalmie en novembre. Si depuis 2011, l'évolution dans le Pays de Brest était inférieure à la moyenne nationale, ce n'est plus le cas en ce second semestre. Cependant, elle demeure inférieure à la croissance régionale.

Dans le même temps, dans le Pays de Brest, 27 379 demandeurs d'emploi étaient inscrits dans les catégories A, B² et C³. En un an, leur nombre s'est accru de 11,6 %, contre +8,6 % en France.

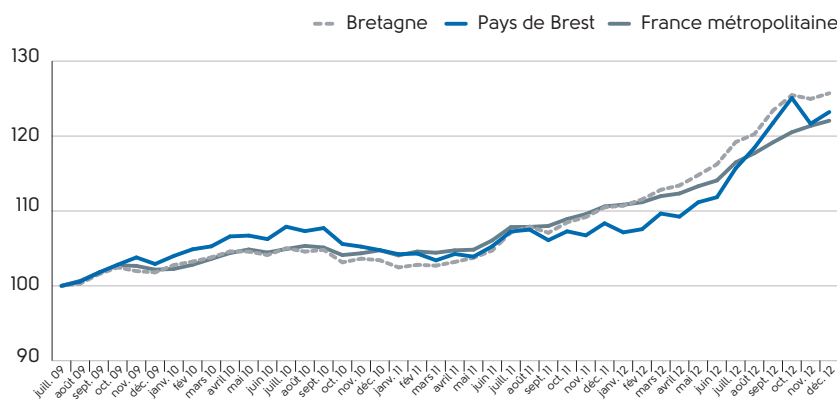
Une progression à deux chiffres pour tous les publics

Tous les profils ont subi une hausse annuelle à deux chiffres, avec cependant des nuances. Les seniors et les hommes sont ceux qui ont connu les plus fortes progressions cette année.

L'évolution du **chômage masculin** devient supérieure à celle enregistrée pour les femmes : ces dernières ne représentent que 47,9 % des demandeurs d'emploi contre 49,5 % un an auparavant. Une baisse essentiellement due à la croissance plus forte du chômage des hommes qui ne recherchent pas les mêmes emplois que les femmes. Ces dernières se concentrent davantage sur les métiers de services comme l'assistance auprès d'enfants, les services domestiques, le nettoyage de locaux ou le secrétariat. Les hommes sont plus concernés par les métiers de production, et notamment par l'intérim qui subit les effets de la crise depuis le mois de juin 2012.

3 243 jeunes de moins de 25 ans recherchent un emploi à temps complet : ils représentent 18,2 % des demandeurs d'emploi contre 17,6 % en Bretagne et 17,5 % en France, alors qu'ils représentent 12 % de la population active. Les difficultés économiques de l'année 2012 ont accru le taux de chômage des moins de 25 ans.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (indice 100 en juillet 2009) en données CVS



Source : Pôle Emploi Rennes, traitements ADEUPa

En un an, le nombre de **seniors** à la recherche d'un emploi à temps plein a augmenté de 16,8 %, soit 507 personnes supplémentaires. L'évolution est légèrement moins importante qu'en France ou en Bretagne (respectivement +17 % et +18 %). Les seniors sont moins exposés que les moins de 25 ans au risque du chômage (au regard du taux de chômage par classe d'âge). Mais ils ont plus de difficultés à retrouver un emploi et sont donc plus touchés par le chômage de longue durée. En effet, dans le Pays de Brest, la durée moyenne de recherche est de 19 mois, contre 9 mois toutes classes d'âges confondues.

Les chômeurs de longue durée représentent un tiers des demandeurs d'emplois de catégorie A. Une part équivalente au niveau régional, mais inférieure à la moyenne nationale (34,1 %). Le chômage de longue durée s'est accéléré au cours de l'année. L'évolution annuelle est passée de +2 % en mars à +14,1 % en décembre 2012. Les progressions régionale et nationale ont été beaucoup plus intenses. Ainsi, si auparavant le Pays de Brest comptait proportionnellement plus de chômeurs de longue durée, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

La structure de la demande d'emploi au 31 décembre 2012 (données brutes)

	Pays de Brest		Bretagne		France	
	Part en % cat. A	Évolution sur un an	Part en % cat. A	Évolution sur un an	Part en % cat. A	Évolution sur un an
Total demandeurs d'emplois de catégorie A		+13,0%		+13,3%		+10,2%
Jeunes	18,2 %	+12,3 %	17,6 %	+13,5 %	17,5 %	+9,4 %
Femmes	47,9 %	+10,0 %	47,1 %	+11,9 %	47,1 %	+8,3 %
Seniors	19,7 %	+16,8 %	21,1 %	+18,5 %	21,0 %	+17,0%
Chômeurs de longue durée	32,8 %	+14,1 %	32,7 %	+22,2 %	34,1 %	+17,0 %

Source : Directe Unité Territoriale du Finistère

1 - Catégorie A : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.

2 - Catégorie B : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e de 78 heures ou moins au cours du mois).

3 - Catégorie C : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e de plus de 78 heures au cours du mois).

Un taux de chômage à 8,8 %, le plus haut constaté depuis 2003

Après une perspective d'amélioration fin 2011, le taux de chômage est reparti à la hausse d'une manière préoccupante en 2012. En France, la barre des 10 % est atteinte fin 2012 ; selon l'INSEE, le taux de chômage atteindrait 11 % mi-2013. Pour mémoire le taux de chômage le plus haut constaté depuis 1975 est de 10,8 % en 1997.

Sur la période récente, la zone d'emploi de Brest a toujours observé une dégradation du marché du travail inférieure à la moyenne nationale, mais supérieure à la moyenne régionale.

Au 3^e trimestre 2012, le taux de chômage était de 8,8 % dans la zone d'emploi brestoise, un «record» jamais observé depuis 2003. Au regard des perspectives économiques à court terme, la situation du marché du travail ne devrait pas s'améliorer dans les prochains mois.

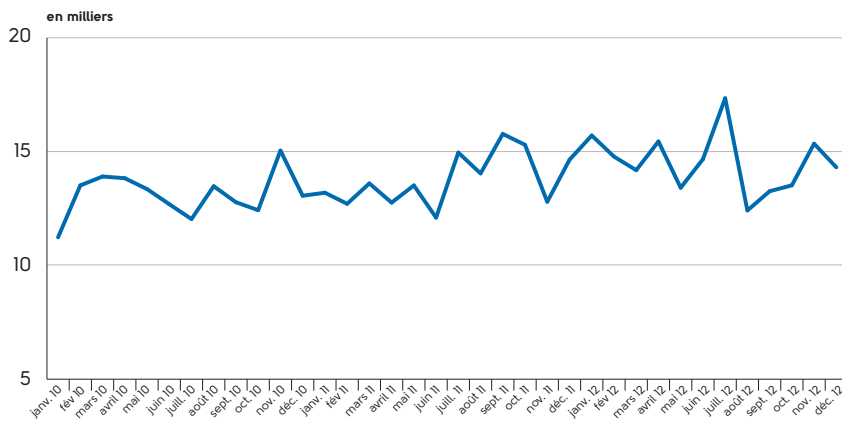
Évolution erratique des embauches

190 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) ont été déposées en 2012 dans le Pays de Brest, soit une hausse de 5 % par rapport à 2011. L'année 2012 se caractérise par des variations de plus en fortes d'un mois sur l'autre. Ce phénomène est vraisemblablement lié au manque de visibilité des employeurs. Ces derniers sont prudents et attendent une hausse effective de leur activité pour embaucher. Ce comportement a comme effet de gonfler le nombre de DPAE émises et explique la progression de 5 % malgré la conjoncture économique.

Les activités de services administratifs et de soutien (intérim, nettoyage, sécurité, etc) constituent le premier secteur recruteur avec 40 % des embauches. Le repli des embauches (-1 % entre 2011 et 2012, soit plus de 1 000 embauches en moins) illustre une certaine fragilité de ces entreprises. Second secteur à enregistrer la plus forte baisse des recrutements (-12 %, soit -489 embauches), les activités de transports et d'entreposage subissent directement les effets du ralentissement économique global. En revanche, le secteur de la santé et de l'action sociale est dynamique (+12 % en un an, soit près de 2 900 embauches supplémentaires).

Les secteurs ayant une forte activité saisonnière ont bien progressé en 2012 : l'agriculture et la pêche (+37 %), mais également le commerce (+10 %) et l'hébergement-restauration (+15 %). Il est fort probable que les « Tonnerres de Brest » expliquent une partie de ces évolutions, au regard du pic des mois de juin et de juillet.

Évolution des déclarations préalables à l'embauche (données CVS)



DPAE : les Déclarations Préalables A l'Embauche (DPAE) ont pour avantage de comptabiliser l'ensemble des embauches réalisées sur le territoire (y compris le marché dit « caché »). La vision est donc exhaustive sur les secteurs recruteurs. En revanche, les DPAE présentent l'inconvénient de prendre en compte toutes les offres, temporaires comme pérennes.

Source : Pôle emploi.

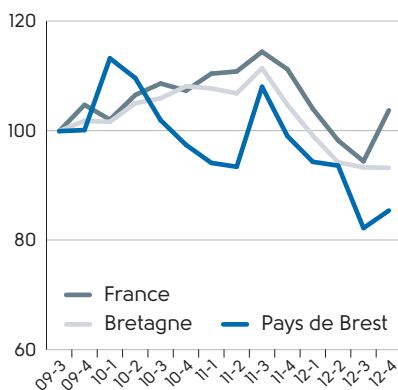
Repli des offres d'emploi

Dans le Pays de Brest, le volume d'offres d'emploi collectées au 2^e semestre 2012 par Pôle emploi est de 6 666, soit une baisse de 11 % par rapport au 1^{er} semestre 2012. Les niveaux régional et national subissent également un recul, mais d'une moindre ampleur.

En 2011, les offres durables représentaient 40 % des offres collectées par Pôle Emploi dans le Pays de Brest. En 2012, elles ne concentrent que 35 % des offres (41 % à l'échelle régionale).

Les offres temporaires et occasionnelles ont subi de plus faibles baisses, ce qui explique qu'elles représentent 65 % des offres (contre 60 % en 2011).

Offres totales enregistrées à Pôle Emploi - données CVS base 100 au 3^e trimestre 2009

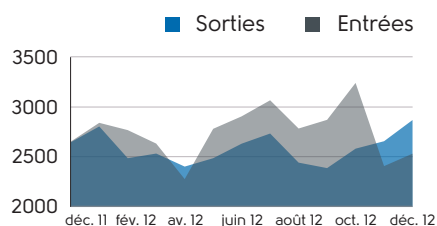


Source : Pôle Emploi

Des sorties de la demande d'emploi supérieures aux entrées

Jamais le différentiel entre le nombre d'entrées et le nombre de sorties n'aura été aussi favorable aux sorties qu'en cette fin d'année 2012. Dans un contexte de mauvaise conjoncture économique, cela constitue l'un des rares signes positifs. Le nombre de sorties de la demande d'emploi (reprise d'emploi, formation...) est en hausse de +8 % en un an. Les sorties pour un motif de reprise de l'emploi enregistrent la plus forte progression (+36 %). Parallèlement, le volume d'entrées (fin de missions et de CDD, reprise d'activité, licenciement...) fléchit de 5 %.

Évolution du nombre d'entrées et de sorties en catégorie A, B et C (données CVS)



Source : Pôle Emploi

Les ménages

Chute de la consommation



Credit photo : ADEUPa

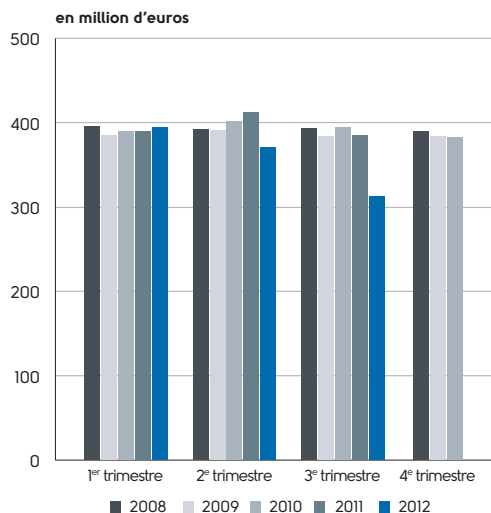
La tendance à la baisse de la consommation des ménages du Pays de Brest se confirme et s'accélère. Qu'il s'agisse de la consommation dans les commerces de détail ou des dépenses d'hébergement et de restauration, les évolutions sont identiques.

La trésorerie des ménages du Pays de Brest ne s'est pas détériorée au cours

du 2nd semestre 2012. Le recours aux crédits est moins élevé. Pour le crédit revolving, la baisse est continue depuis le début de la crise. En revanche pour les autres types de crédit, il s'agit d'une situation moins fréquente qui peut traduire une inquiétude des ménages pour leur avenir. Confirmant cette crainte, les ménages augmentent leur niveau d'épargne pour faire face à d'éventuelles difficultés dans un futur plus ou moins proche. L'épargne rémunérée ou d'assurance augmente tout au long du semestre alors que l'épargne financière qui avait tendance à baisser depuis la mi-2009 résiste beaucoup mieux en cette mi-2012.

essentiellement par une hausse sensible des permis autorisés pour des logements collectifs. Ce sursaut s'explique par la nécessité de déposer des permis à un moment où le Plan local d'urbanisme le permet. Cet effet ne semble jouer qu'à la marge en ce qui concerne le marché de l'individuel pur (en légère progression au dernier trimestre).

Chiffre d'affaires HT des commerces de détail

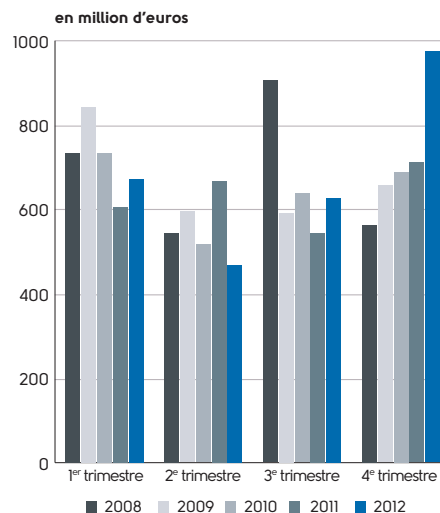


Un moindre investissement des ménages

L'épargne logement des ménages avait tendance à progresser depuis 2008. Elle s'est stabilisée en début d'année 2012 et baisse légèrement au 2nd semestre. Dans le même temps, le crédit habitat tend à se maintenir après une phase de hausse ininterrompue depuis plus de 10 ans. Cette double évolution peut traduire les difficultés des ménages à investir dans le logement.

Depuis le début de la crise, le nombre de permis de construire autorisés s'inscrit en baisse. L'année 2012 correspond à une inversion de tendance qui s'explique

Nombre de permis de construire autorisés



ÉROSION DU POURVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES

Selon l'INSEE, la consommation des ménages français progresse légèrement dans un contexte économique difficile. En augmentation de 0,3 % au 3^e trimestre et de 0,2 % au dernier trimestre 2012, la consommation ne parvient pas à redevenir un moteur de la croissance. En 2012, malgré une légère décélération des prix à la consommation, le pouvoir d'achat des ménages a reculé sous l'effet d'un moindre dynamisme des revenus d'activité et de l'accélération des prélèvements fiscaux. Témoin de ces difficultés, le taux d'épargne des ménages s'inscrit en baisse. L'investissement des ménages s'est considérablement ralenti par rapport au 1^{er} semestre 2012. Cette tendance devrait perdurer début 2013.



Crédit photo : Thierry Joyeux

CHIFFRES-CLÉS

Pays de Brest

Emplois en 2009 :

160 119 emplois
dont

143 386 emplois salariés

Source : INSEE, RP

Nombre de demandeurs d'emploi
Au 31 décembre 2012

17 877 en catégorie A

27 425 en catégorie A, B, C

Source : Direccte Unité territoriale
du Finistère

Taux de chômage dans la zone
d'emploi de Brest
au 3^e trimestre 2012

8,8 %

Source : INSEE

Dates du semestre

- Juillet**
- Filiale du groupe américain TRW Automotive qui conçoit des radars d'aide à la conduite, la société **Autocruise** (Plouzané, 60 salariés) installe une nouvelle chaîne de production pour monter en régime.
 - En redressement judiciaire depuis juin, l'entreprise de terrassement **Perrot** (Guipavas, 30 salariés) a été mise en liquidation.
- Août**
- Le tribunal de commerce de Brest a prononcé la liquidation judiciaire des sociétés **Isobois** et **Isopose** (Saint-Divy ; respectivement 26 et 12 salariés). 2 anciens salariés ont créé début 2013 une nouvelle société pour racheter les actifs de l'entreprise Isobois.
 - Le pôle frais du groupe **Doux** est mis en liquidation (1 700 salariés sur les 4 000 emplois du groupe).
- Septembre**
- Technature** (Dirinon, une cinquantaine de salariés), fabricant de gammes de cosmétologie, étend ses locaux, recrute une dizaine de salariés et ouvre une filiale commerciale au Brésil.
 - Le projet d'**Institut de Cancérologie de Bretagne occidentale** est acté par le Ministère de la Santé. Il s'installera dans le CHRU de Brest, sur le site de l'hôpital Morvan.
- Octobre**
- Salaün Autocars** (Pont-de-Buis) a vendu 3 sociétés d'autocars. Le groupe souhaite se concentrer sur son cœur de métier de tour opérateur.
 - La compagnie italienne lowcost **Volotea** annonce la création de vols directs au départ de Brest vers la Corse.
 - L'entreprise **Amzair** (Gouesnou), spécialisée dans les pompes à chaleur et placée en redressement judiciaire en juillet 2012, est reprise par deux cadres.
- Novembre**
- Acess Services** (Guipavas, 16 salariés), entreprise de prestation de services pour Alcatel a été liquidée ; **Access Services Industrie** (5 salariés) qui assurait la maintenance industrielle pour DCNS également.
 - Trécobat** poursuit son développement en rachetant la société de construction charentaise (Royan et Saintes, 10 salariés).
 - La société **Les Recycleurs bretons** (Guilers) fait construire une nouvelle plateforme de recyclage et de valorisation des déchets à Guipavas. 15 emplois seront créés. Investissement : 8 M€.
 - La Marine nationale monte un élévateur à bateaux en fond de Penfeld, au Salou. Une zone de réparation navale civile et militaire s'y installera. Investissement : plus de 10 M€.
 - L'extension de l'**Institut universitaire européen de la Mer** se concrétise. Avec ce projet de 11 M€, l'IUEM (260 enseignants chercheurs et 325 étudiants) espère devenir un Campus de la mer.
 - France Energies Marines** s'installe au technopôle de Brest-Iroise. De 6 salariés actuellement, l'institut devrait passer à 30 fin 2013 et à 70 fin 2014.
- Décembre**
- La Fromagerie de l'Iroise** (Ploudaniel, 142 salariés, groupe Laita), qui fabrique des pâtes pressées, investit 4,6 M€ dans la construction de 2 bâtiments et 14,6 M€ dans l'achat de matériels et équipements. 25 emplois devraient être créés.



L'OBSERVATOIRE DE L'ÉCONOMIE DE LA ZONE D'EMPLOI DE BREST

Directrice de la publication:

Claire Guihéneuf

Réalisation: Lucie Bianic, Nadine Le Hir, François Rivoal

Traitements statistiques:

Arnaud Jaouen

Maquette et mise en page:

d'uneidél'autre.com

avec le concours d'Hippocampe

Contact: ADEUPa – 24 rue

de Coat ar Gueven 29200 Brest

Tél: 02 98 33 51 71

adeupa-de-brest@adeupa-brest.fr

Site internet: www.adeupa-brest.fr

Tirage: 600 exemplaires

Dépôt légal: 2^e trimestre 2013

ISSN: 1623-6084

Réf. : 13/72